



Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture financière et bancaire
N° 135 – 1^{er} trimestre 2008

SOMMAIRE

<i>Methodologie</i>	4
<i>1. Synthèse</i>	6
<i>2. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit</i>	10
<i>3. Les actifs financiers de la clientèle non financière</i>	11
<i>Les placements des ménages</i>	12
<i>Les disponibilités des entreprises</i>	13
<i>4. Les passifs financiers de la clientèle non financière</i>	14
4.1 <i>Concours consentis par les établissements de crédit locaux</i>	14
<i>L'endettement des ménages</i>	15
<i>L'endettement des entreprises</i>	16
4.2 <i>Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit</i>	17
<i>5. Risques sectoriels</i>	18
<i>6. Rappel des taux</i>	20
6.1 <i>Taux réglementés</i>	20
6.2 <i>Principaux taux de marché</i>	20
6.3 <i>Taux de l'usure</i>	20
<i>7. Monnaie fiduciaire</i>	21
7.1 <i>Emission mensuelle de billets euros</i>	21
7.2 <i>Emission mensuelle de pièces euros</i>	21

MÉTHODOLOGIE

1. Enquête

L'enquête de conjoncture, effectuée par l'Iedom auprès des dirigeants des principaux établissements de crédit installés localement, est réalisée trimestriellement (6 établissements sont concernés).

Cette enquête comporte 14 questions. Les questions visent à saisir, sous forme de flèches, les évolutions (passées ou prévues) relatives aux dépôts et aux crédits ainsi que les opinions relatives à la situation de différents indicateurs (produit net bancaire, commissions, charges d'exploitation, provisions, résultat, effectifs, climat social et environnement économique). Les réponses sont pondérées en fonction de l'importance de l'activité de l'établissement interrogé (selon la question, la pondération est effectuée par les encours de crédits ou les encours de dépôts). Les chiffres ainsi obtenus donnent une mesure synthétique de l'écart entre la proportion des dirigeants qui estiment qu'il y a eu progression ou qu'une situation est en amélioration et celle des dirigeants jugeant qu'il y a eu fléchissement ou qu'une situation est en dégradation.

2. Actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales et au Trésor public. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale auprès des établissements extérieurs.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, Codevi et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuilles-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les données relatives aux opérations des compagnies d'assurance intervenant dans l'île.

Les ménages regroupent les particuliers, les entrepreneurs individuels et les administrations privées, les entreprises correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

3. Passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés d'abord les crédits octroyés par les établissements de crédit locaux et ensuite les crédits accordés par l'ensemble des EC.

Les établissements de crédit non installés localement et intervenant dans les DOM sont principalement la Caisse des Dépôts et Consignations, l'Agence Française de Développement, Dexia-Crédit Local de France, le Crédit foncier de France, la Caisse d'Aide sociale de l'Education nationale (CASDEN-Banque Populaire) et la Banque Européenne d'Investissement.

Les entrepreneurs individuels sont éclatés entre entreprises et ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des particuliers) et les autres catégories de crédit des « EI » ont été intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des sociétés non financières).

Pour les entreprises (SNF et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les ménages (particuliers, administrations privées et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents regroupent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations centrales et de sécurité sociale.

4. Service central des risques (SCR) et SCR douteux

Le service central des risques (SCR) de la Banque de France recense, à partir d'un seuil déclaratif de 25 000 euros de crédits (dans les DOM) par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par les établissements de crédit implantés sur le territoire français, en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe dans les DCOM. Cette source d'information permet, même si elle n'est pas exhaustive, une analyse sectorielle des encours de crédit. Il est complété par les statistiques collectées mensuellement par l'IEDOM sur les encours de créances douteuses déclarés localement par les établissements de crédit à partir d'un encours de 10 000 euros ainsi que les arriérés sociaux d'un montant supérieur à 22 500 euros et transmis par la Caisse Générale de Sécurité Sociale.

1. SYNTHÈSE

1. Evolution conjoncturelle

Les effets de la crise des subprimes continuent de peser sur la situation financière des banques. Les annonces de dépréciation d'actif et de pertes se sont poursuivies tout au long du premier trimestre 2008, conduisant certains établissements de crédit à réaliser ou programmer d'importantes recapitalisations.

Les risques de faillite d'établissements financiers majeurs ont conduit la FED, puis la Banque d'Angleterre, à annoncer des plans d'urgence visant à faciliter le refinancement des banques en échange de leurs crédits immobiliers subprimes. Ces mesures exceptionnelles sont venues en complément de décisions de baisse des taux d'intérêt directeurs.

Ainsi, depuis le début de la crise des subprimes, en juin 2007, la Réserve fédérale américaine (FED) a baissé de 3,25 points son principal taux directeur en le portant à 2 % le 30 avril 2008. Le taux de refinancement principal de la Banque d'Angleterre a été revu à trois reprises à la baisse depuis juillet 2007 pour s'établir à 5 % le 10 avril 2008. De son côté, la Banque Centrale Européenne a maintenu ses taux directeurs inchangés depuis juin 2007, du fait de la persistance de fortes pressions inflationnistes et des risques accrus sur la stabilité des prix à moyen terme.

Dans ce contexte financier dégradé, les banques centrales doivent mener des arbitrages délicats en matière de politique monétaire, qui tiennent compte d'un environnement économique peu propice, marqué par la résurgence de l'inflation, en particulier avec la flambée du cours du pétrole et des produits alimentaires, et par la baisse du dollar américain. En un peu plus de sept ans, le taux de change de l'euro a progressé de près de 100 % et a même dépassé en avril 2008, le seuil de 1,60 dollar.

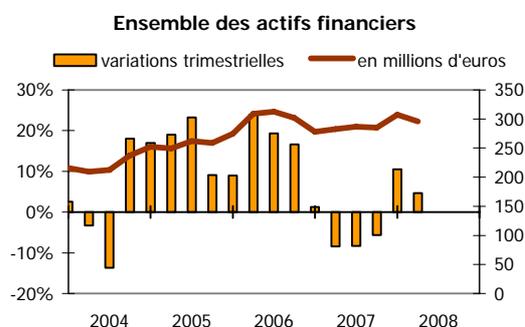
1.1 Les actifs financiers

Au 31 mars 2008, l'encours global des actifs financiers recensés à Mayotte s'élève à 295,9 millions d'euros, en hausse de 4,7 % en glissement annuel (contre - 8,5 % l'année précédente). Cette augmentation est imputable aux actifs détenus par les ménages (+ 11,6 %).

Les actifs financiers sont composés à 48,4 % de dépôts à vue, à 38,2 % de placements liquides ou à court terme et 13,3 % d'épargne à long terme.

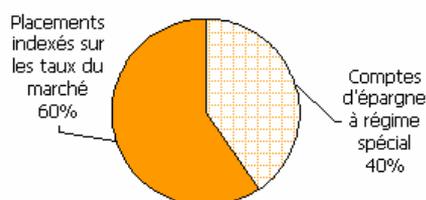
Dans le détail, les dépôts à vue ont connu une croissance rapide (+ 18,4 % en un an) et l'épargne à long terme a progressé de 5,8 % en glissement annuel. En revanche, les placements liquides ou à court terme ont régressé de 9,0 %.

Les placements liquides ou à court terme¹ s'établissent à 113,2 millions d'euros (soit une perte 11,2 millions en un an).

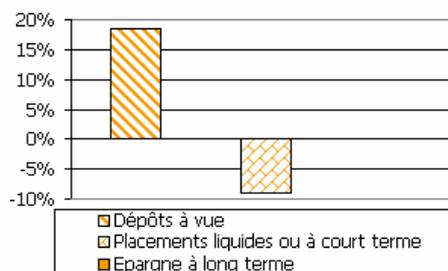


¹ Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (notamment : livrets ordinaires, livrets d'épargne populaire, comptes d'épargne logement, CODEVI) et les produits indexés sur le taux du marché monétaire (notamment : comptes créditeurs à terme, OPCVM monétaires).

Structure des placements liquides ou à court terme

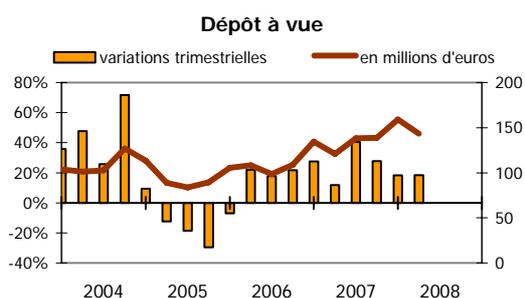


Structure des actifs financiers



Cette tendance est liée à l'évolution des placements indexés sur les taux du marché (- 19,9 % en glissement annuel, soit une perte de 16,8 million d'euros en un an), qui représentent 59,7 % du total des placements liquides ou à court terme.

Au 31 mars 2008, l'encours des dépôts à vue s'élève à 143,3 millions d'euros, en hausse de 18,4 % sur un an (soit 22,3 millions d'euros en plus) contre + 11,9 % l'année précédente. Cette nouvelle progression concerne les sociétés (+ 38,4 % sur un an ; soit 16,5 millions d'euros en un an) comme les ménages (+ 13,0 %, soit + 6,4 millions d'euros). Par contre, les « autres agents » ont vu leurs dépôts à vue se contracter légèrement (-2,2 %)

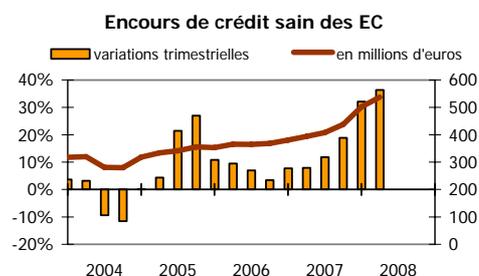


L'encours d'épargne à long terme s'élève à 39,4 millions d'euros, en hausse de 5,8 % sur un an (soit 3,2 millions d'euros supplémentaires).

L'épargne à long terme des ménages, qui représente les deux tiers du total de l'épargne, enregistre une hausse de 9 % en un an, (soit + 2,1 millions d'euros). Concernant l'épargne à long terme des autres agents (33,7 % de l'épargne total) qui s'élève à 13,3 millions d'euros, elle n'a connu aucune évolution significative depuis mars 2006.

1.2 Les passifs financiers

Le total des passifs financiers distribués par les établissements de crédit (toutes zones confondues) s'inscrit en forte hausse au 31 mars 2008. En effet, l'encours global de crédit atteint 554,8 millions d'euros, en progression de + 27,8 % en glissement annuel après + 25,4 % l'année antérieure.



Les créances douteuses brutes ont fortement diminué sur douze derniers mois (- 56,3 % sur un an ; soit 22,4 millions d'euros en moins). Le taux de créances douteuses s'élève, désormais, à 3,1 % (contre 7,2 % un an auparavant). Le reclassement en encours sains des crédits portant sur certaines contreparties explique que les créances douteuses brutes se soient allégées de 28,4 millions d'euros entre septembre et décembre 2007.

Les entreprises, principales bénéficiaires des concours octroyés dans la Collectivité (42,1 % du total), affichent une importante augmentation à fin mars 2008 (+ 43,4 % ; soit 70,6 millions d'euros supplémentaires en un an). Cette progression s'est réalisée principalement au cours du quatrième trimestre 2007 (soit + 19,6 % entre septembre et décembre 2007 contre + 2,6 % le trimestre suivant) et s'explique en partie par le reclassement de créances douteuses en encours sains (notamment en crédits à l'équipement et crédits immobiliers).

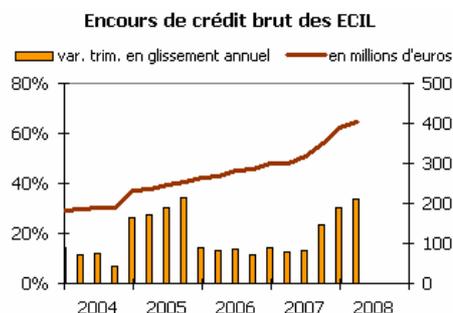
L'encours total en faveur des ménages a également progressé sur un an (+ 29,3 % en glissement annuel, après + 13,1 % l'année antérieure) et atteint 173,5 millions d'euros. Le marché du financement de l'habitat des ménages qui s'élève à 77,4 millions d'euros, est en pleine expansion avec une variation de

+ 29,1 % en glissement annuel après + 20,0 % à fin mars 2007. Les crédits à la consommation suivent la même tendance puisqu'ils ont progressé de + 29,6 % en un an.

L'encours aux collectivités locales, qui s'élève à 84,6 millions d'euros, enregistre une hausse de 13,1 % sur un an.

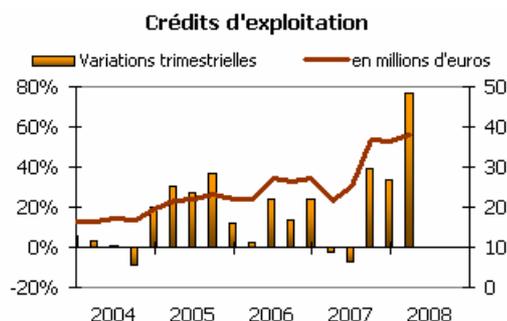
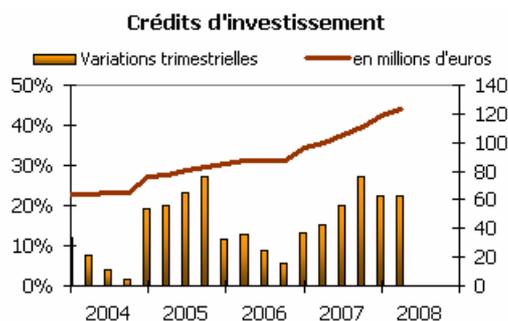
L'encours global de crédits consentis par les établissements de crédit installés localement (ECIL) s'établit à 402,9 millions d'euros (+ 33,9 % en glissement annuel, après + 33,3 % l'année précédente).

L'encours sain progresse au même rythme que l'encours total (+ 34,0 % en un an). En outre, il convient de préciser que le taux de créances douteuses s'élève, pour les ECIL, à 4,2 % (contre 4,3 % l'année précédente), soit à un niveau particulièrement modéré.



Les entreprises, qui représentent 44,0 % du total des encours, sont les principaux débiteurs des établissements de crédit locaux. En effet, leurs encours totaux s'accroissent de 36,1 % en un an, pour atteindre 177,2 millions d'euros.

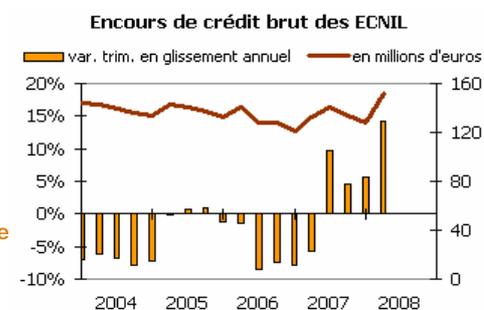
Composés à 90,6 % de crédits à l'équipement et à 9,4 % seulement de crédit-bail, les crédits d'investissement affichent une progression en glissement annuel de 22,6 %, pour s'établir à 122,8 millions d'euros à fin mars 2008.



Par ailleurs, les crédits d'exploitation des entreprises (dont 51,1 % de comptes ordinaires débiteurs et 38,0 % de crédits de trésorerie) enregistrent une forte hausse de 77,0 %. Enfin, les crédits immobiliers des entreprises, qui ont doublé en un an, s'élèvent désormais à 16,3 millions d'euros.

Après les entreprises, les ménages constituent les deuxièmes débiteurs des établissements de crédit locaux (43,1 % du total). A fin mars 2008, les crédits accordés aux ménages, qui s'élèvent à 173,5 millions d'euros, s'inscrivent en hausse de 29,3 % sur un an (soit 39,4 millions d'euros supplémentaires).

Cette augmentation est en partie imputable aux crédits les plus souscrits par la clientèle des particuliers des ECIL, à savoir les crédits à la consommation (+ 29,6 % ; soit 21,9 millions d'euros supplémentaires en un an). Par ailleurs, le marché du financement de l'habitat est également en pleine expansion, avec une variation de + 29,1 % en glissement annuel (après 20,0 % en mars 2007). Les crédits à l'habitat s'élèvent, ainsi, à 77,4 millions d'euros au 31 mars 2008.



Au 31 mars 2008, **le total des concours consentis par les établissements de crédit non installés localement (ECNIL)** s'élève à 151,8 millions d'euros (27,4 % du total des crédits accordés à Mayotte), affichant une progression de 14,2 % sur un an. En effet, les autres agents qui regroupent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations centrales et de sécurité sociale se sont accrus de 24,5 millions en un an pour s'établir à 37,6 millions d'euros.

Par ailleurs, suite au reclassement de certaines créances douteuses brutes au cours du quatrième trimestre 2007 (soit 30,3 millions d'euros), la répartition des encours s'est profondément modifiée. Les encours sains ont fortement progressé en un an (+ 42,7 %) et le taux de créances douteuses brutes s'est fortement réduit. Il s'élève dorénavant à 0,4 % (contre 20,3 % un an auparavant).

Les collectivités locales, qui représentent 37,9 % des encours totaux, sont les premiers débiteurs des établissements de crédit non installés localement. Leurs encours totaux ont enregistré une baisse de 4,6 %, pour atteindre 57,5 millions d'euros à la fin mars 2008. Les crédits à l'équipement des collectivités locales (soit 73,0 % du total de ces derniers) s'améliorent légèrement de 2,9 % en un an.

Les entreprises sont les deuxièmes débiteurs des ECNIL (37,0 % du total). A fin mars 2008, les crédits qui leur ont été accordés s'élèvent à 56,1 millions d'euros, en hausse de 72,4 % en un an. Les crédits à l'habitat des entreprises, qui constituent près des trois-quarts des crédits consentis à ces derniers, augmentent de 68,9 % en un an pour atteindre 41,2 millions d'euros.

2. Les risques recensés au SCR

A fin mars 2008, l'encours total des crédits aux entreprises et de certaines administrations de Mayotte recensés par le Service central des risques (SCR) de la Banque de France atteint 438,9 millions d'euros, en baisse de 9,1 % en un an. Ces crédits sont octroyés à 54,6 % par les établissements de crédits installés localement et 45,4 % par les établissements de crédits non installés localement. Le secteur des administrations publiques occupe une place prépondérante (27,8 %) dans les financements octroyés par les établissements de crédit puisque ces derniers ont progressé de 230,2 % en seulement un an. Les activités immobilières (soit 23,9 % du total) se sont améliorées de 46,4 % sur les douze derniers mois. Par ailleurs, les secteurs « Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles » (11,3 % du total des risques recensés) enregistre une hausse significative entre mars 2007 et mars 2008 (soit + 74,0 %).

3. Perspectives

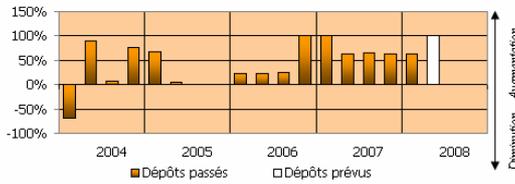
Selon **les dirigeants des établissements de crédit interrogés par l'IEDOM**, la collecte des dépôts reste toujours aussi dynamique au cours du premier trimestre 2008. Cette tendance devrait se poursuivre au cours du second trimestre de l'année 2008. Par ailleurs, il convient de noter qu'à la fin du premier trimestre 2008, le financement de l'habitat, la production des crédits d'équipement et d'exploitation en faveur des entreprises et à la consommation pour les particuliers conservent une orientation positive. Ces différents financements devraient être encore orientés à la hausse au trimestre prochain.

En terme de rentabilité, la progression du produit net bancaire reste toujours aussi importante alors que les commissions perçues par les établissements de crédit devraient se stabiliser au second trimestre 2008. Après une nette dégradation au cours du troisième trimestre 2006, les charges d'exploitation se sont stabilisées depuis la fin de l'année 2006, comme l'avaient anticipé les dirigeants des établissements de crédit.

Enfin, les établissements de crédit restent attentifs aux évolutions du climat social et à l'environnement économique et financier.

2. L'ENQUÊTE AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

Collecte des dépôts

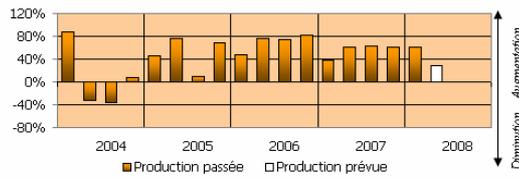


Soldes d'opinions des dirigeants
(BFCOI, BRED-BP, BR, CRCAMP, SOFIDER, SOREFI)

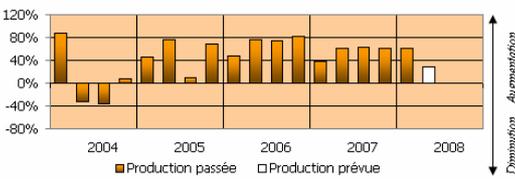
Crédits d'équipement aux entreprises



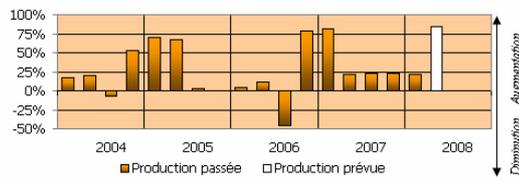
Crédits d'exploitation aux entreprises



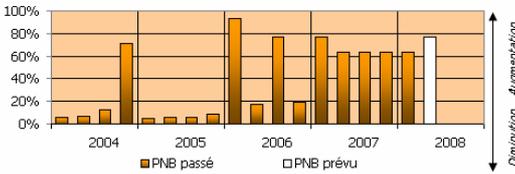
Crédits à l'habitat des particuliers



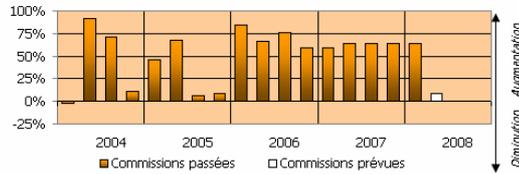
Crédits à la consommation des particuliers



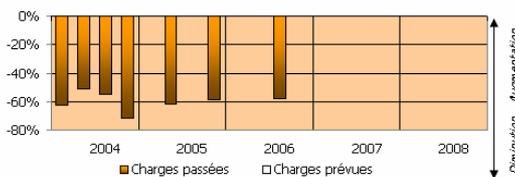
Produit net bancaire



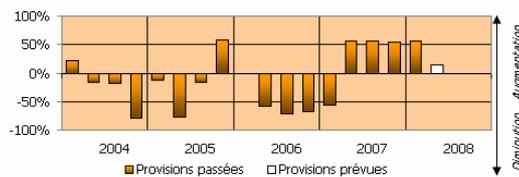
Commissions



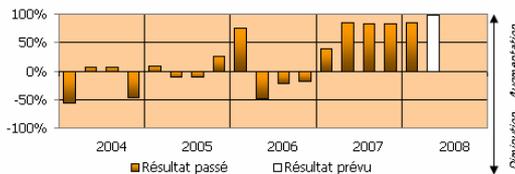
Charges d'exploitation



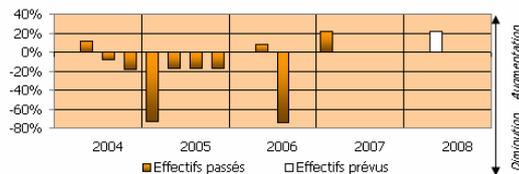
Coût du risque



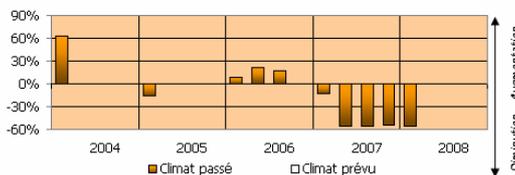
Résultat



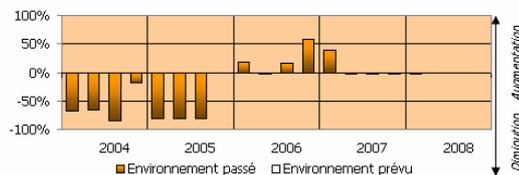
Effectifs



Climat social



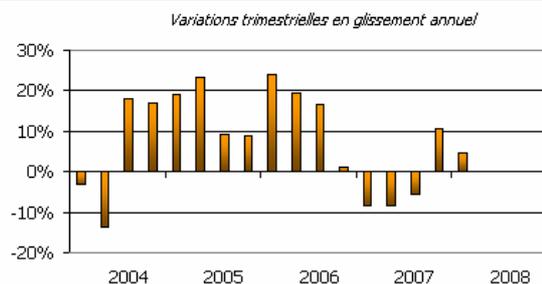
Environnement économique



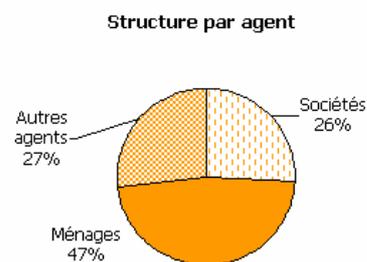
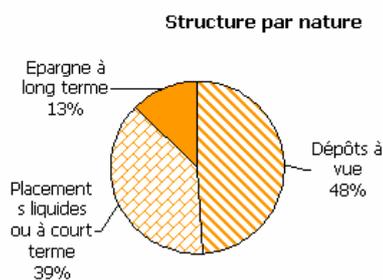
3. LES ACTIFS FINANCIERS DE LA CLIENTÈLE NON FINANCIÈRE

	Montants en millions au									Variations	
	31-mars-03	31-mars-04	31-mars-05	31-mars-06	31-mars-07	30-juin-07	30-sept.-07	31-déc.-07	31-mars-08	1 an	1 trim.
Sociétés	49,219	59,837	57,252	94,095	77,127	72,442	70,506	84,757	76,280	-1,1%	-10,0%
Dépôts à vue	23,888	49,599	26,985	37,074	42,908	51,260	55,809	69,792	59,402	38,4%	-14,9%
Placements liquides ou à court terme	25,331	10,238	30,267	56,888	34,071	21,051	14,564	14,813	16,718	-50,9%	12,9%
Comptes d'épargne à régime spécial										-	-
Placements indexés sur les taux du marché	25,331	10,238	30,267	56,888	34,071	21,051	14,564	14,813	16,718	-50,9%	12,9%
dont comptes à terme	19,732	4,531	8,079	8,857	4,636	5,503	6,876	3,976	4,841	4,4%	21,8%
dont OPCVM monétaires	0,934			1,071	2,042	2,140	1,364	1,458	1,814	-11,2%	24,4%
dont certificats de dépôts	4,573	5,615	21,975	46,593	26,830	12,550	5,466	8,521	9,185	-65,8%	7,8%
Epargne à long terme				0,133	0,148	0,131	0,133	0,152	0,160	8,1%	5,3%
dont OPCVM non monétaires				0,045	0,047	0,047	0,048	0,067	0,067	42,6%	
Ménages	68,094	72,689	85,043	103,916	125,347	127,180	132,830	139,953	139,871	11,6%	-0,1%
Dépôts à vue	25,81	28,791	30,138	39,806	49,213	51,815	52,793	57,248	55,617	13,0%	-2,8%
Placements liquides ou à court terme	36,514	37,647	45,310	45,172	52,303	52,240	54,784	56,837	58,285	11,4%	2,5%
Comptes d'épargne à régime spécial	24,226	27,116	36,610	37,831	38,700	40,422	39,413	40,934	44,204	14,2%	8,0%
Livrets ordinaires	23,747	26,712	35,015	35,709	36,345	37,959	37,135	38,552	41,707	14,8%	8,2%
Livrets A et bleus										-	-
Livrets jeunes		0,002	0,002	0,001	0,037	0,042	0,040	0,047	0,041	10,8%	-12,8%
Livrets d'épargne populaire	0,008	0,008	0,009	0,010	0,021	0,010	0,009			-100,0%	-
CODEVI	0,027	0,047	0,061	0,060	0,096	0,092	0,077	0,104	0,096	0,0%	-7,7%
Comptes d'épargne logement	0,444	0,947	1,523	2,051	2,201	2,319	2,152	2,231	2,360	7,2%	5,8%
Placements indexés sur les taux du marché	12,288	9,931	8,700	7,341	13,603	11,818	15,371	15,903	14,081	3,5%	-11,5%
dont comptes à terme	5,299	4,066	3,201	2,815	8,083	6,906	10,714	11,512	11,178	38,3%	-2,9%
dont bons de caisse	6,381	5,845	5,413	3,981	2,943	2,848	3,060	2,915	1,764	-40,1%	-39,5%
dont OPCVM monétaires	0,6			0,416	2,378	1,900	1,343	1,297	0,817	-65,6%	-37,0%
Epargne à long terme	5,77	6,251	9,595	18,938	23,831	23,125	25,253	25,868	25,969	9,0%	0,4%
Plans d'épargne logement	4,046	5,798	7,958	9,863	10,863	11,159	11,365	11,724	11,570	6,5%	-1,3%
Plans d'épargne populaire	0,285	0,408	0,360	0,349	0,282	0,261	0,261	0,271	0,248	-12,1%	-8,5%
Autres comptes d'épargne	0,015	0,045	0,006	0,015	0,041	0,038	0,056	0,037	0,034	-17,1%	-8,1%
Portefeuille-titres	0,434			0,514	0,542	0,402	0,441	0,323	0,250	-53,9%	-22,6%
OPCVM non monétaires	0,99		0,536	1,959	2,592	2,761	2,769	2,849	3,012	16,2%	5,7%
Contrats d'assurance-vie			0,735	6,238	9,511	8,504	10,361	10,664	10,855	14,1%	1,8%
Autres agents	99,129	76,883	107,012	110,824	80,242	87,017	81,681	82,668	79,750	-0,6%	-3,5%
Dépôts à vue	18,879	22,854	31,611	31,332	28,945	35,287	30,244	31,997	28,315	-2,2%	-11,5%
Placements liquides ou à court terme	43,983	41,203	41,914	64,501	38,024	38,456	38,164	37,397	38,160	0,4%	2,0%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,589	0,786	1,176	1,779	1,359	1,373	1,502	1,566	1,426	4,9%	-8,9%
Placements indexés sur les taux du marché	43,394	40,417	40,738	62,722	36,665	37,083	36,662	35,831	36,734	0,2%	2,5%
dont comptes à terme	41,51	39,820	40,063	62,057	35,473	35,805	35,301	34,461	35,254	-0,6%	2,3%
Epargne à long terme	36,267	12,826	33,487	14,991	13,273	13,274	13,273	13,274	13,275	0,0%	0,0%
TOTAL	216,442	209,409	249,307	308,835	282,716	286,639	285,017	307,378	295,901	4,7%	-3,7%
Dépôts à vue	68,577	101,244	88,734	108,212	121,066	138,362	138,846	159,037	143,334	18,4%	-9,9%
Placements liquides ou à court terme	105,828	89,088	117,491	166,561	124,398	111,747	107,512	109,047	113,163	-9,0%	3,8%
Comptes d'épargne à régime spécial	24,815	28,502	37,786	39,610	40,059	41,795	40,915	42,500	45,630	13,9%	7,4%
Placements indexés sur les taux du marché	81,013	60,586	79,705	126,951	84,339	69,952	66,597	66,547	67,533	-19,9%	1,5%
Epargne à long terme	42,037	19,077	43,082	34,062	37,252	36,530	38,659	39,294	39,404	5,8%	0,3%

Ensemble des actifs financiers

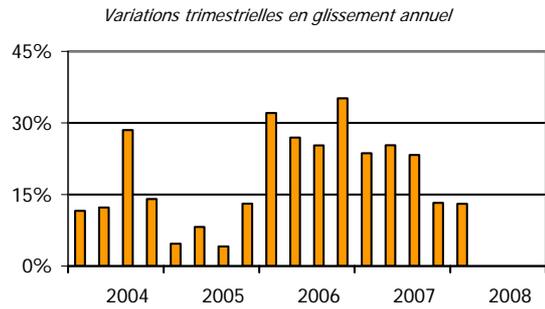


Structure des actifs financiers

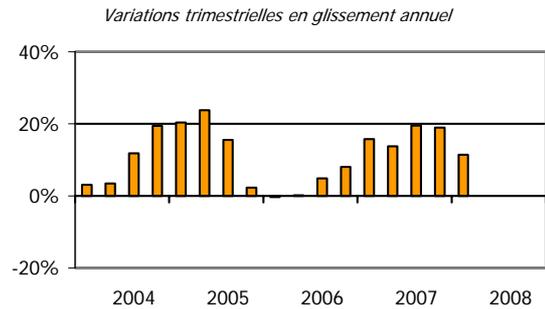


Les placements des ménages

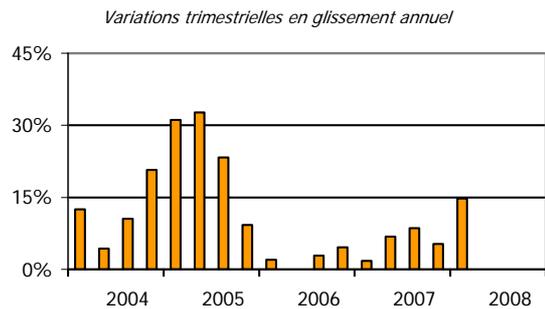
Dépôts à vue



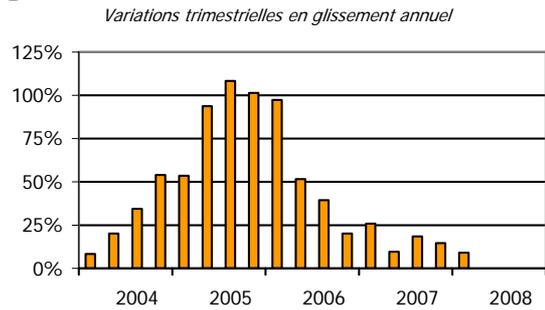
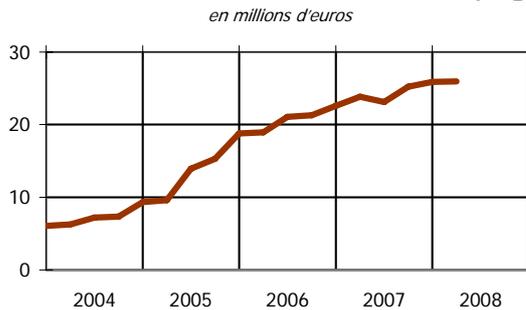
Placements liquides ou à court terme



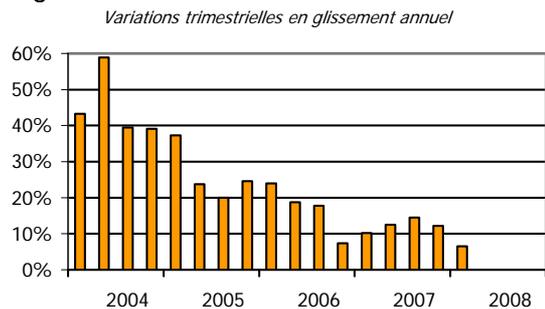
Livrets ordinaires



Épargne à long terme

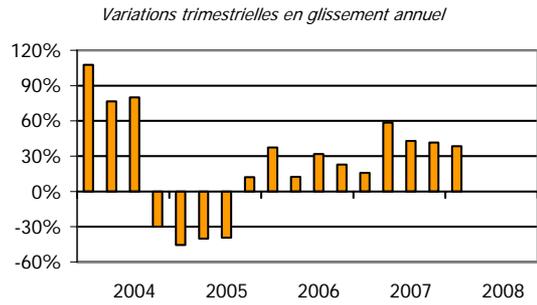


Plans d'épargne logement

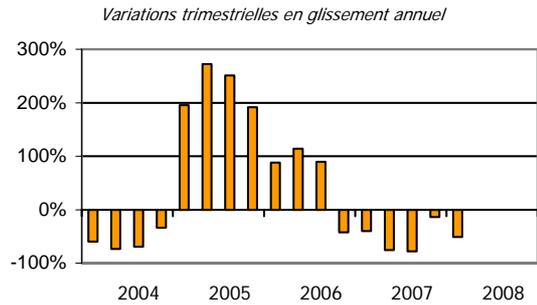
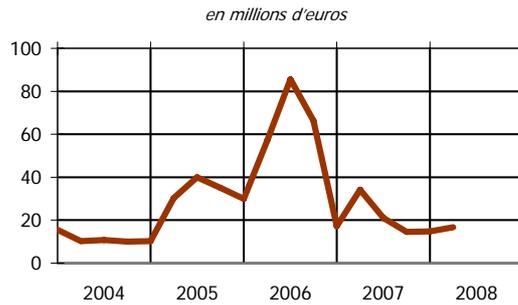


Les disponibilités des entreprises

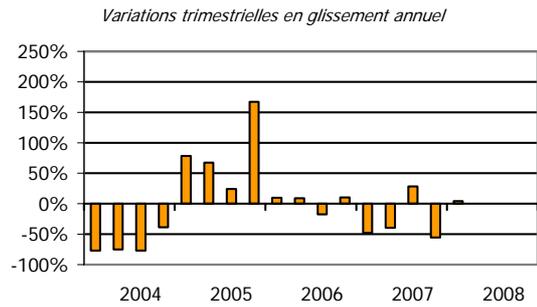
Dépôts à vue



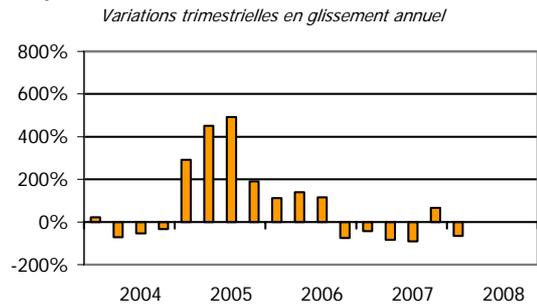
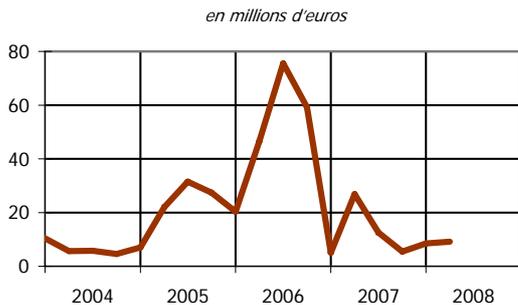
Placements liquides ou à court terme



Dépôts à terme

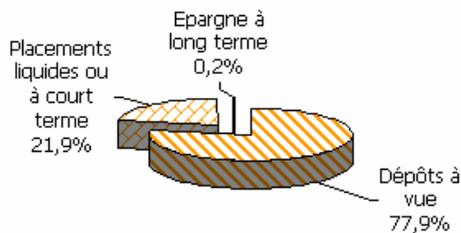


Certificats de dépôt

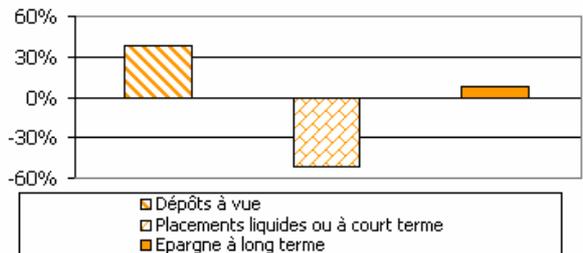


Structure des actifs financiers des entreprises par nature

Actifs financiers des entreprises



Variations en glissement annuel - 4ème trim. 2007

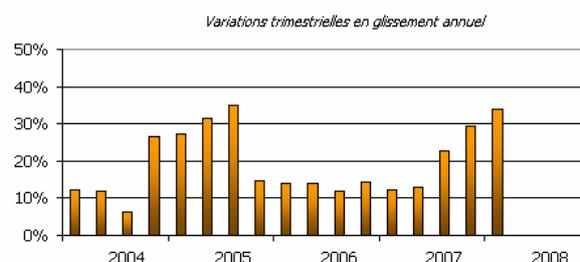


4. LES PASSIFS FINANCIERS DE LA CLIENTÈLE NON FINANCIÈRE

4.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux

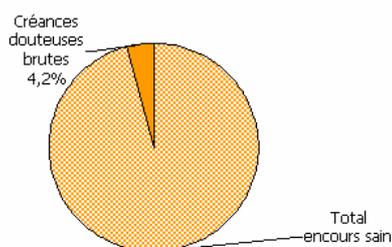
	Montants en millions au									Variations	
	31-mars-03	31-mars-04	31-mars-05	31-mars-06	31-mars-07	30-juin-07	30-sept.-07	31-déc.-07	31-mars-08	1 an	1 trim.
Entreprises	83,789	88,607	101,242	113,895	130,172	143,827	162,175	170,792	177,172	36,1%	3,7%
Crédits d'exploitation	15,978	16,484	21,500	21,998	21,536	25,119	36,650	36,496	38,108	77,0%	4,4%
Créances commerciales	3,776	4,032	3,506	3,760	4,632	4,486	6,047	5,944	4,150	-10,4%	-30,2%
Crédits de trésorerie	7,492	8,289	11,067	13,542	11,423	13,073	14,729	16,140	14,478	26,7%	-10,3%
dont entrepreneurs individuels	1,356	1,235	1,392	2,499	2,100	2,339	2,919	2,866	3,233	54,0%	12,8%
Comptes ordinaires débiteurs	4,710	4,163	6,927	4,696	5,481	7,560	15,874	14,412	19,480	255,4%	35,2%
Affacturage										-	-
Crédits d'investissement	59,676	64,214	77,179	87,070	100,190	104,824	110,971	118,279	122,783	22,6%	3,8%
Crédits à l'équipement	57,319	61,167	74,207	79,929	90,832	94,936	100,308	106,862	111,274	22,5%	4,1%
dont entrepreneurs individuels	7,913	11,634	8,301	7,740	7,005	6,906	6,963	7,953	8,089	15,5%	1,7%
Crédit-bail	2,357	3,047	2,972	7,141	9,358	9,888	10,663	11,417	11,509	23,0%	0,8%
Crédits à l'habitat	8,135	7,909	2,563	4,772	7,779	13,177	13,735	15,540	16,281	109,3%	4,8%
Autres crédits				0,055	0,667	0,707	0,819	0,477		-100,0%	-100,0%
Ménages	64,944	78,676	98,543	118,596	134,127	143,151	153,619	170,639	173,486	29,3%	1,7%
Crédits à la consommation	39,771	46,866	58,626	68,532	74,148	80,921	88,591	94,534	96,062	29,6%	1,6%
Crédits de trésorerie	35,560	42,456	54,379	60,966	65,549	71,293	78,841	84,933	86,709	32,3%	2,1%
Comptes ordinaires débiteurs	3,963	4,376	4,138	4,064	3,614	4,596	4,597	4,445	4,085	13,0%	-8,1%
Crédit-bail	0,248	0,034	0,109	3,502	4,985	5,032	5,153	5,156	5,268	5,7%	2,2%
Crédits à l'habitat	25,173	31,738	39,909	49,979	59,979	62,165	65,011	76,105	77,424	29,1%	1,7%
Autres crédits		0,072	0,008	0,085		0,065	0,017			-	-
Collectivités locales	3,211	3,323	19,484	17,884	14,544	6,962	9,9	26,118	27,103	86,4%	3,8%
Crédits d'exploitation	0,013	1,147	0,468	0,020	0,001	0,001	2,550	16,943	16,978	1697700,0%	0,2%
Crédits de trésorerie								14,230	14,379	-	1,0%
Comptes ordinaires débiteurs	0,013	1,147	0,468	0,020	0,001	0,001	2,550	2,713	2,599	259800,0%	-4,2%
Crédits d'investissement	2,436	2,176	14,389	13,488	10,437	6,961	7,350	6,175	6,325	-39,4%	2,4%
Crédits à l'équipement	2,422	2,176	14,378	13,450	10,426	6,951	7,291	6,120	6,274	-39,8%	2,5%
Crédit-bail	0,014	0,011	0,011	0,038	0,011	0,010	0,059	0,055	0,051	363,6%	-7,3%
Crédits à l'habitat			4,627	4,376	4,106			3,000	3,800	-100,0%	-
Autres crédits	0,762									-	26,7%
Autres agents et CCB non ventilés	6,107	6,525	6,127	6,623	9,33	9,992	9,274	6,544	8,389	-10,1%	28,2%
Total encours sain	158,051	177,131	225,396	256,998	288,173	303,932	334,968	374,093	386,15	34,0%	3,2%
Créances douteuses brutes	7,920	8,219	11,299	10,668	12,830	14,420	14,834	16,762	16,798	30,9%	0,2%
Créances douteuses nettes	4,701	3,954	5,300	5,019	6,304	8,243	8,473	10,270	10,288	63,2%	0,2%
dont entreprises	3,073	2,241	3,047	2,765	4,007	5,151	5,498	6,828	6,942	73,2%	1,7%
dont ménages	1,601	1,683	2,102	2,181	2,205	2,920	2,824	3,071	3,019	36,9%	-1,7%
Provisions	3,219	4,265	5,999	5,649	6,526	6,177	6,361	6,492	6,510	-0,2%	0,3%
Total encours brut	165,971	185,350	236,695	267,666	301,003	318,352	349,802	390,855	402,948	33,9%	3,1%
Taux de créances douteuses	4,8%	4,4%	4,8%	4,0%	4,3%	4,5%	4,2%	4,3%	4,2%	-0,1	-0,1
Taux de provisionnement	40,6%	51,9%	53,1%	53,0%	50,9%	42,8%	42,9%	38,7%	38,8%	-12,1	0,0

Encours de crédit sain des EC locaux

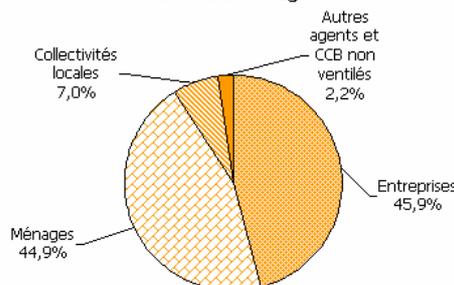


Structure des passifs financiers

Répartition des encours

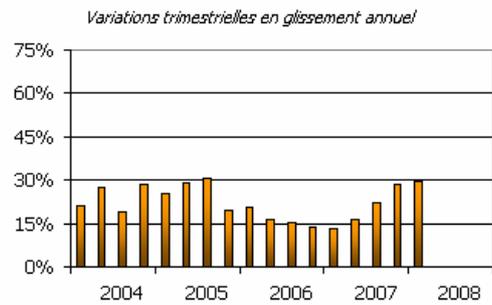
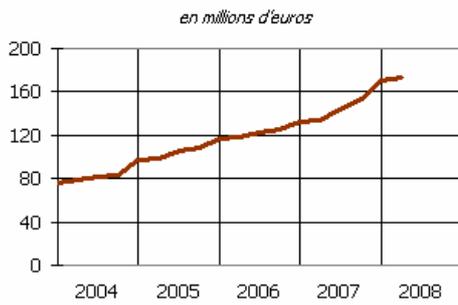


Ensemble des agents

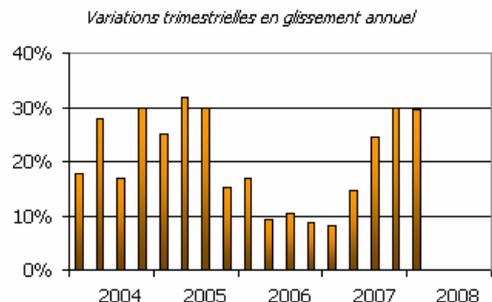


L'endettement des ménages

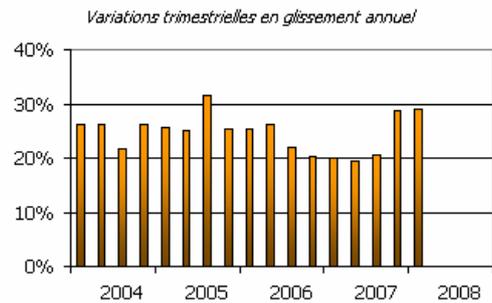
Ensemble des concours



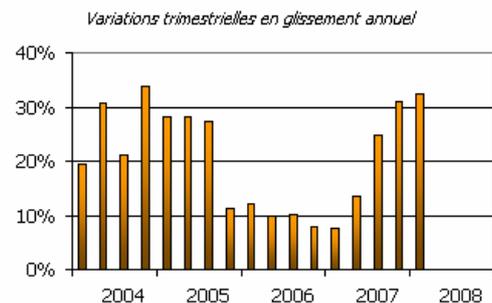
Crédits à la consommation



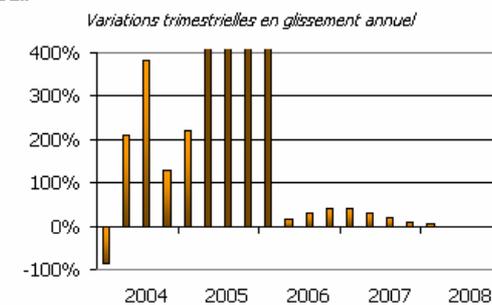
Crédits à l'habitat



Crédits de trésorerie

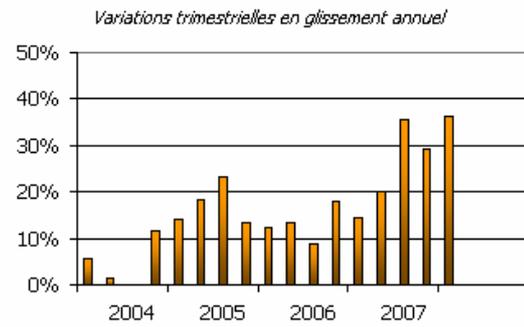


Crédit-bail

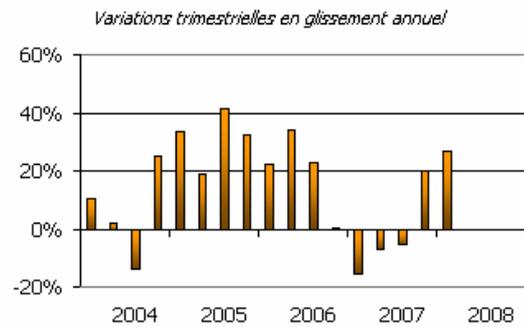


L'endettement des entreprises

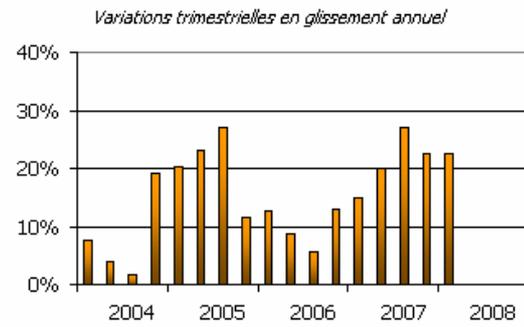
Ensemble des concours



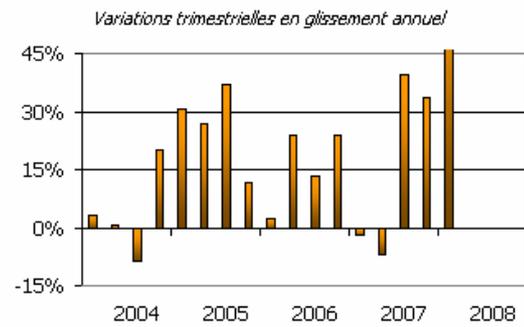
Crédits de trésorerie



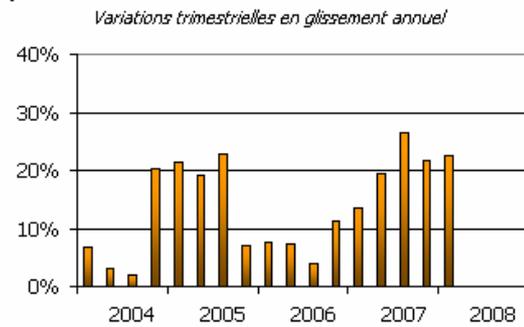
Crédits d'investissement



Crédits d'exploitation



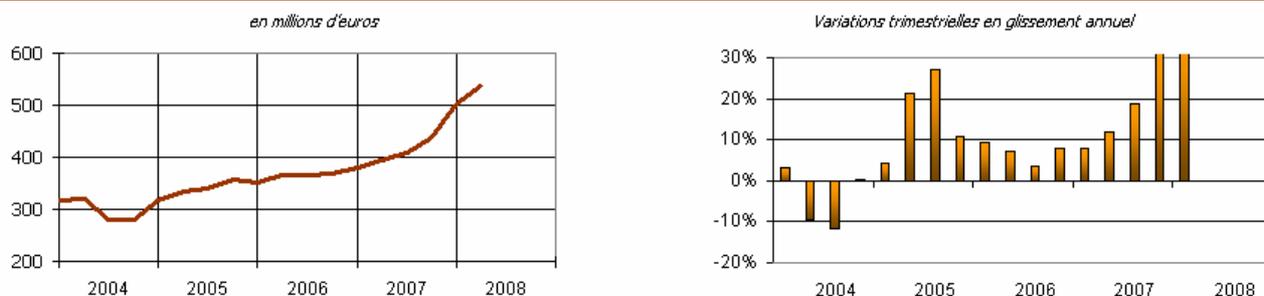
Crédits d'équipement



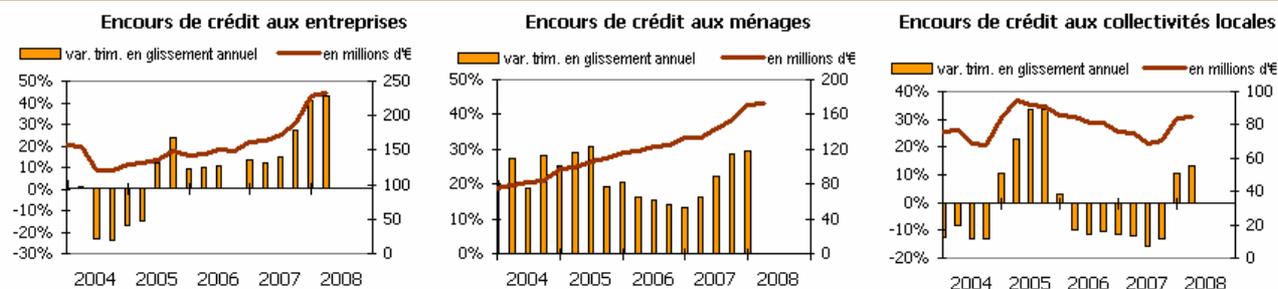
4.2 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit

	Montants en millions au									Variations	
	31-mars-03	31-mars-04	31-mars-05	31-mars-06	31-mars-07	30-juin-07	30-sept.-07	31-déc.-07	31-mars-08	1 an	1 trim.
Entreprises	153,012	154,699	132,074	145,1	162,724	173,029	190,325	227,442	233,291	43,4%	2,6%
Crédits d'exploitation	15,978	16,484	21,500	22,338	21,687	25,726	37,077	37,105	38,717	78,5%	4,3%
Créances commerciales	3,776	4,032	3,506	3,760	4,632	4,486	6,047	5,944	4,150	-10,4%	-30,2%
Crédits de trésorerie	7,492	8,289	11,067	13,542	11,423	13,074	14,730	16,140	14,478	26,7%	-10,3%
dont entrepreneurs individuels	1,356	1,235	1,392	2,499	2,100	2,340	2,920	2,866	3,233	54,0%	12,8%
Comptes ordinaires débiteurs	4,710	4,163	6,927	4,696	5,481	7,944	15,874	14,412	19,480	255,4%	35,2%
Affacturage				0,340	0,151	0,222	0,426	0,609	0,609	303,3%	
Crédits d'investissement	75,554	79,132	78,454	89,491	105,378	106,452	112,278	130,506	134,708	27,8%	3,2%
Crédits à l'équipement	73,197	76,085	75,482	82,114	95,737	96,222	100,961	118,386	122,496	28,0%	3,5%
dont entrepreneurs individuels	7,913	11,634	8,301	7,811	7,050	6,979	7,033	8,024	8,160	15,7%	1,7%
Crédit-bail	2,357	3,047	2,972	7,377	9,641	10,230	11,317	12,120	12,212	26,7%	0,8%
Crédits à l'habitat	57,081	55,043	28,479	29,969	32,154	37,412	37,477	56,838	57,461	78,7%	1,1%
Autres crédits	4,399	4,040	3,641	3,302	3,505	3,439	3,493	2,993	2,405	-31,4%	-19,6%
Ménages	64,945	78,677	98,543	118,596	134,127	143,151	153,619	170,639	173,486	29,3%	1,7%
Crédits à la consommation	39,771	46,866	58,626	68,532	74,148	80,921	88,591	94,534	96,062	29,6%	1,6%
Crédits de trésorerie	35,560	42,456	54,379	60,966	65,549	71,293	78,841	84,933	86,709	32,3%	2,1%
Comptes ordinaires débiteurs	3,963	4,376	4,138	4,064	3,614	4,596	4,597	4,445	4,085	13,0%	-8,1%
Crédit-bail	0,248	0,034	0,109	3,502	4,985	5,032	5,153	5,156	5,268	5,7%	2,2%
Crédits à l'habitat	25,174	31,739	39,909	49,979	59,979	62,165	65,011	76,105	77,424	29,1%	1,7%
Autres crédits		0,072	0,008	0,085		0,065	0,017			-	-
Collectivités locales	83,781	76,741	94,437	84,983	74,832	68,669	70,703	84,351	84,615	13,1%	0,3%
Crédits d'exploitation	0,013	1,147	0,468	0,020	0,001	0,001	2,550	16,943	16,978	1697700,0%	0,2%
Crédits de trésorerie								14,230	14,379	-	1,0%
Comptes ordinaires débiteurs	0,013	1,147	0,468	0,020	0,001	0,001	2,550	2,713	2,599	259800,0%	-4,2%
Crédits d'investissement	46,770	43,583	61,598	57,041	51,378	51,238	50,723	48,899	48,328	-5,9%	-1,2%
Crédits à l'équipement	46,756	43,583	61,587	57,003	51,367	51,228	50,664	48,844	48,277	-6,0%	-1,2%
Crédit-bail	0,014	0,011	0,011	0,038	0,011	0,010	0,059	0,055	0,051	363,6%	-7,3%
Crédits à l'habitat	0,062	0,046	4,627	4,376	4,106					-100,0%	-
Autres crédits	36,936	31,965	27,744	23,546	19,347	17,430	17,430	18,509	19,309	-0,2%	4,3%
Autres agents de CCB non ventilés	8,068	9,576	8,634	16,585	22,479	23,41	23,074	19,812	45,994	104,6%	132,2%
Total encours sain	309,806	319,693	333,688	365,264	394,162	408,259	437,721	502,244	537,386	36,3%	7,0%
Créances douteuses brutes	8,584	8,837	46,003	43,277	39,803	50,809	45,469	17,046	17,392	-56,3%	2,0%
Créances douteuses nettes	5,357	4,224	21,869	20,676	26,305	37,997	32,473	10,554	10,882	-58,6%	3,1%
dont entreprises	3,729	2,511	18,913	17,758	24,008	34,905	29,498	7,112	7,536	-68,6%	6,0%
dont ménages	1,601	1,683	2,102	2,181	2,205	2,920	2,824	3,071	3,019	36,9%	-1,7%
Provisions	3,227	4,613	24,134	22,601	13,498	12,812	12,996	6,492	6,510	-51,8%	0,3%
Total encours brut	318,390	328,530	379,691	408,541	433,965	459,068	483,190	519,290	554,778	27,8%	6,8%
Taux de créances douteuses	1,5%	1,6%	8,3%	7,8%	7,2%	9,2%	8,2%	3,1%	3,1%	-4,0	0,1
Taux de provisionnement	18,6%	26,5%	138,8%	130,0%	77,6%	73,7%	74,7%	37,3%	37,4%	-40,2	0,1

Encours de crédit sain total

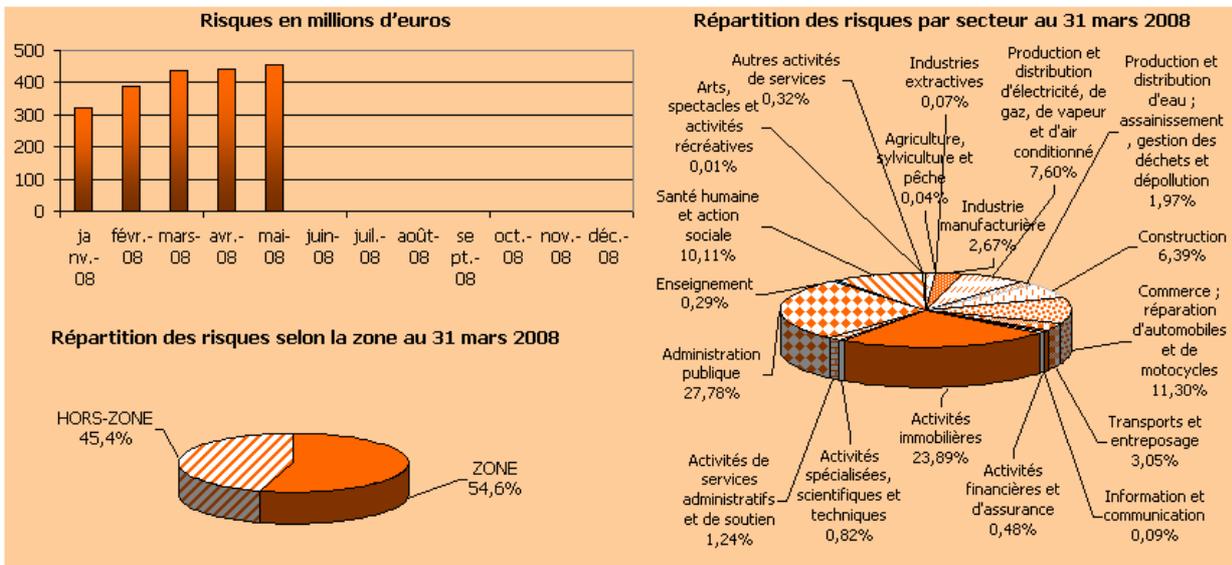


Concours consentis par les EC

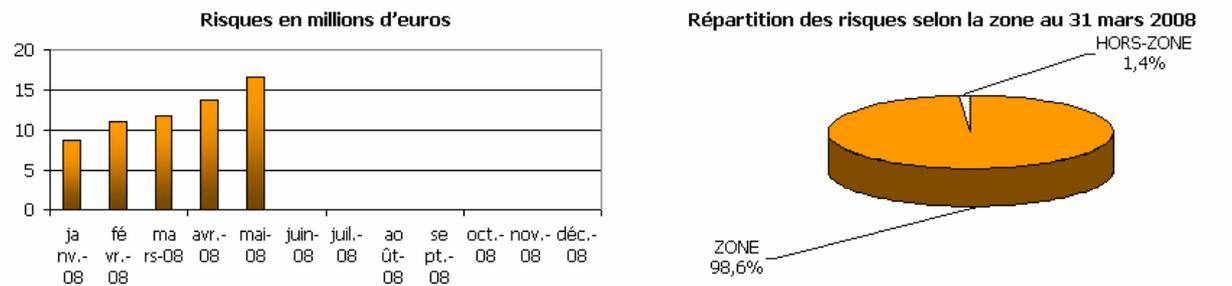


5. RISQUES SECTORIELS

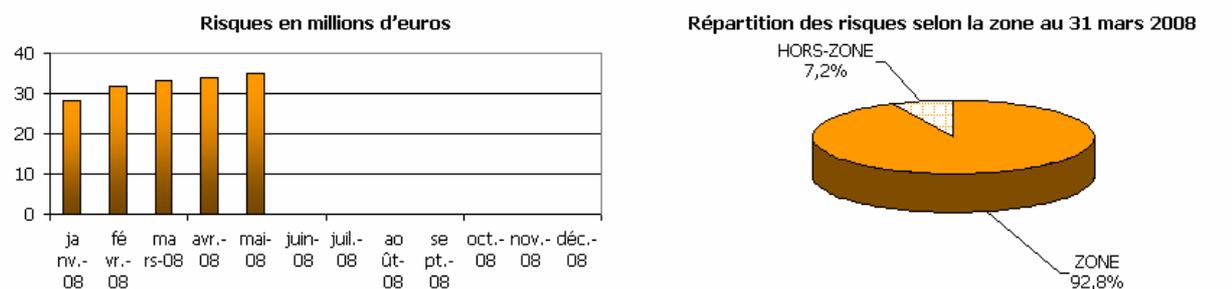
Evolution globale des risques déclarés au SCR de la Banque de France



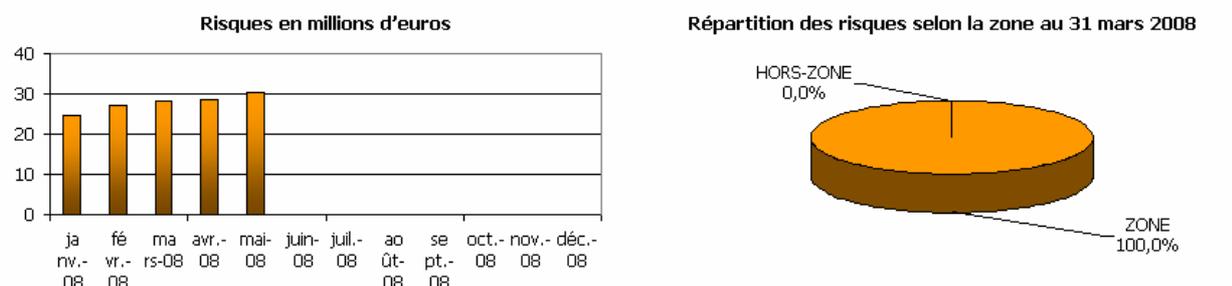
Risques bancaires sur le secteur de l'industrie manufacturière



Risques bancaires sur le secteur de la production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné

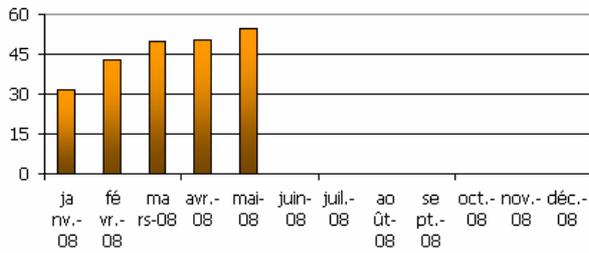


Risques bancaires sur le secteur de la construction

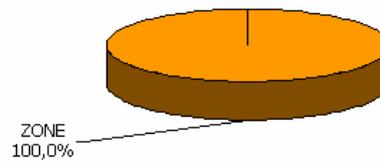


Risques bancaires sur le secteur du commerce; réparation d'automobiles et de motocycles

Risques en millions d'euros

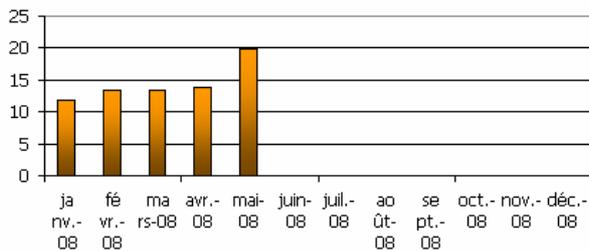


Répartition des risques selon la zone au 31 mars 2008

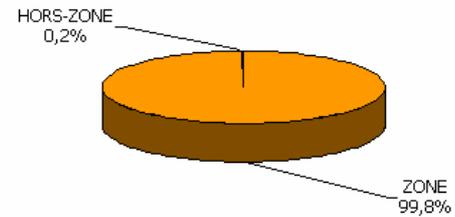


Risques bancaires sur le secteur des transports et entreposage

Risques en millions d'euros

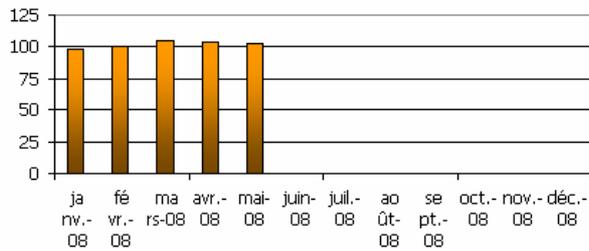


Répartition des risques selon la zone au 31 mars 2008

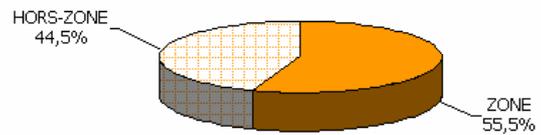


Risques bancaires sur le secteur des activités immobilières

Risques en millions d'euros

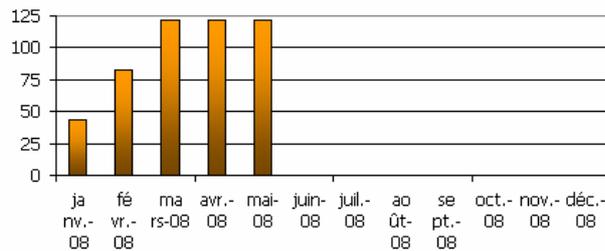


Répartition des risques selon la zone au 31 mars 2008

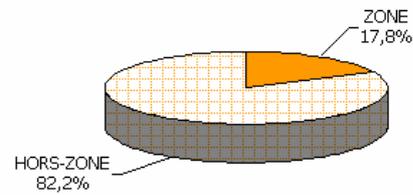


Risques bancaires sur le secteur des administrations publiques

Risques en millions d'euros

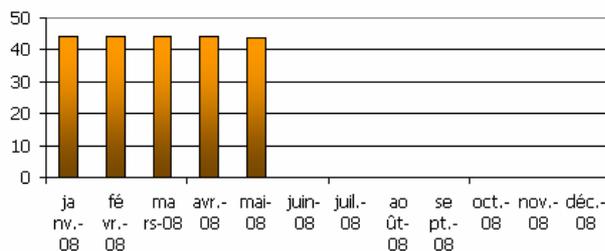


Répartition des risques selon la zone au 31 mars 2008

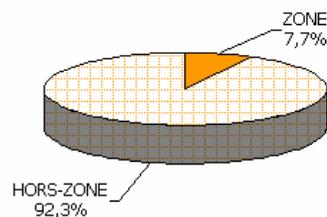


Risques bancaires sur le secteur de la santé humaine et action sociale

Risques en millions d'euros



Répartition des risques selon la zone au 31 mars 2008



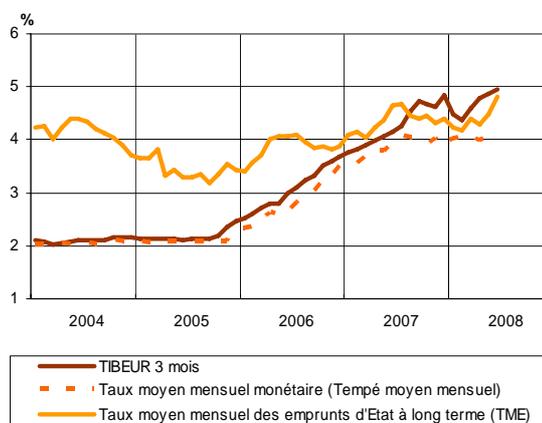
6. RAPPEL DES TAUX

6.1 Taux réglementés

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPEENNE	
Taux de soumission minimal des opérations principales de refinancement (09/07/2008)	4,25%
Taux de la facilité de dépôt (09/07/2008)	3,25%
Taux de la facilité de prêt (09/07/2008)	5,25%

TAUX D'INTERET LEGAL	
ANNEE 2008 (JO du 23/02/2008)	3,99%
ANNEE 2007 (JO du 21/02/2007)	2,95%

6.2 Principaux taux de marché



6.3 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (T.E.G.) excède, au moment où il est consenti, le taux d'usure publié en application de l'article 1^{er} de la loi n°66-1010 du 28 décembre 1996.

L'article 32 de la loi n°2003-721 du 1^{er} août 2003 pour l'initiative économique sort du champ de la réglementation relative à l'usure les prêts consentis à une personne morale se livrant à une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte.

Catégorie	Plafond de l'usure application à compter						
	du 2e trimestre 2007	du 3e trimestre 2007	du 4e trimestre 2007	du 1er trimestre 2008	du 2e trimestre 2008	du 3e trimestre 2008	
PARTICULIERS <u>Prêts immobiliers aux particuliers</u>	- Prêts à taux fixe	6,27%	6,41%	6,63%	7,12%	7,25%	7,31%
	- Prêts à taux variable	6,24%	6,53%	6,72%	7,05%	7,16%	7,19%
	- Prêts relais	6,35%	6,48%	6,53%	7,00%	7,25%	7,24%
	<u>Autres prêts</u>						
	- Prêts < ou = à 1 524 €* - Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament > à 1 524 € (*) - Prêts personnels et autres prêts > à 1524 €	20,33%	20,39%	20,49%	20,88%	20,60%	20,76%
ENTREPRISES <u>Prêts aux entreprises **</u>							
	- Découverts en compte***	14,44%	14,48%	14,61%	14,71%	14,29%	14,25%

(*) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

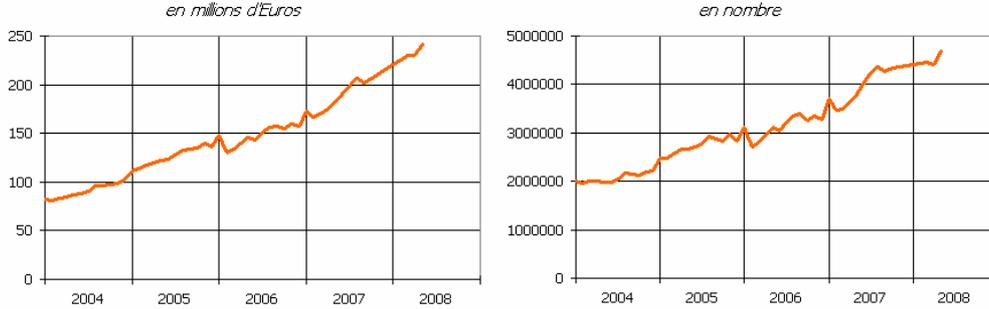
(**) Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale

(***) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

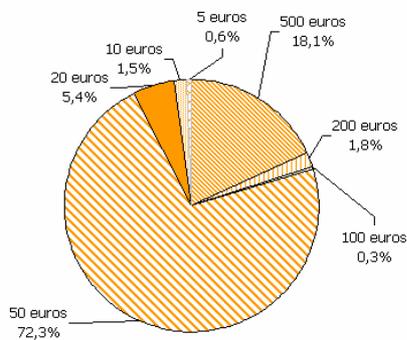
7. MONNAIE FIDUCIAIRE

7.1 Emission mensuelle de billets euros

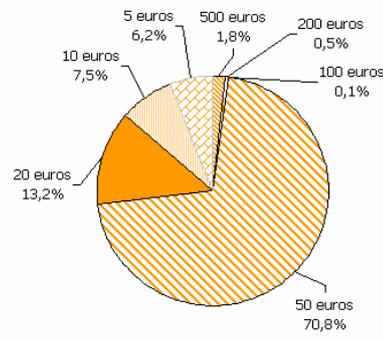
Emissions nettes cumulées de billets au 31 mars 2008



Répartition des billets en valeur

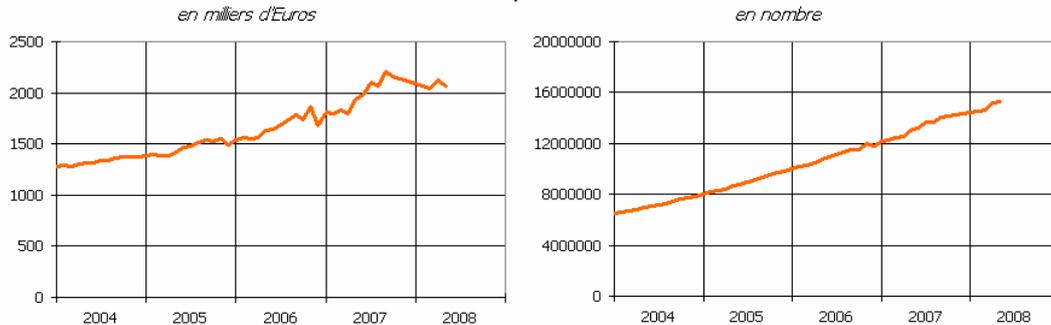


Répartition des billets en volume

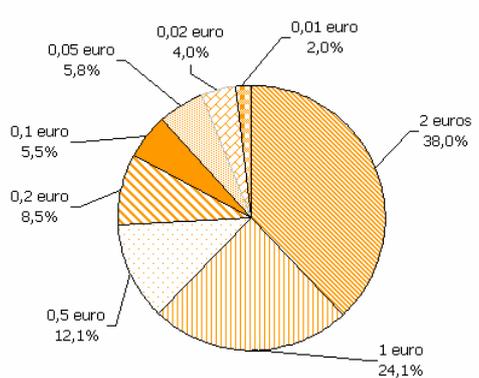


7.2 Emission mensuelle de pièces euros

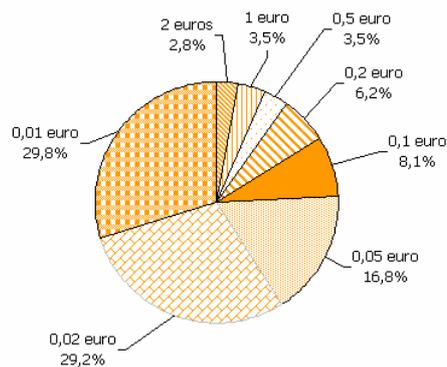
Emissions nettes cumulées de pièces au 31 mars 2008



Répartition des pièces en valeur



Répartition des pièces en volume



INSTITUT D'ÉMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER
Av de la Préfecture – B.P. 500 - 97600 Mamoudzou

Téléphone : 0269.61.05.05 – télécopie : 0269.61.05.02
Site Internet : www.iedom.fr

Directeur de la publication : Y. BARROUX
Responsable de la rédaction : T. BELTRAND
Editeur : IEDOM
Achevé d'imprimer le 24 JUILLET 2008
Dépôt légal : 24 JUILLET 2008 - n° ISSN : 0296-3116